# Migrants bloqués au Mexique : Biden obligé de faire du Trump !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 5 décembre 2021

***En résumé.*** *Un journal britannique classé au centre gauche informe les Anglais (ne demandez pas la même chose à la médiacratie française, faut quand même pas « déconner » !) que Biden est obligé de reprendre à son compte les décisions de Trump suite à plusieurs jugements de la Cour Suprême, dont celle de renvoyer au Mexique les migrants pour les trier !!!*

## L'administration Biden rétablit la politique du « Rester au Mexique » de l'ère Trump.

**Biden avait qualifié cette politique d'inhumaine après que l'administration Trump l'ait utilisée pour renvoyer plus de 60 000 demandeurs d'asile de l'autre côté de la frontière.**

Les demandeurs d'asile cherchant à entrer aux États-Unis depuis leur frontière sud seront à nouveau renvoyés au Mexique pendant que leurs demandes seront évaluées, l'administration Biden ayant annoncé jeudi le rétablissement de la politique controversée du «rester au Mexique» .

Les gouvernements américain et mexicain se sont accordés sur une reprise du programme, mis en place par Donald Trump en 2019, suite à sa précédente suspension par Joe Biden après son accession à la présidence. Il commencera initialement à San Diego et dans les villes texanes de Laredo, Brownsville et El Paso la semaine prochaine.

Biden avait qualifié cet arrangement d'inhumain après qu'il ait été utilisé par l'administration Trump pour renvoyer plus de 60 000 demandeurs d'asile de l'autre côté de la frontière vers le Mexique, où ils étaient souvent la proie de gangs

criminels. De nombreuses personnes ont dû attendre des mois dans les limbes au Mexique alors que leur sort soit déterminé.

En octobre, Alejandro Mayorkas, le secrétaire à la Sécurité intérieure, a déclaré que le programme «présentait des défauts endémiques, imposait des coûts humains injustifiables, détournait des ressources et du personnel d'autres efforts prioritaires et ne s'attaquait pas aux causes profondes de la migration irrégulière» .

Cependant, des responsables républicains du Missouri et du Texas ont poursuivi l'administration de Biden devant un tribunal fédéral pour empêcher l'abandon de la politique de retour au Mexique, affirmant que cela leur imposerait un fardeau indu de la part des migrants entrants.

La Cour suprême a finalement donné raison aux États, en imposant une injonction au gouvernement fédéral en août, l'obligeant à reprendre le programme. Depuis lors, les responsables fédéraux négocient avec leurs homologues mexicains sur la reprise du programme.

Dans le cadre de l'accord rétabli, les demandeurs d'asile adultes célibataires seront le principal objectif des expulsions, les personnes transférées se voyant offrir la vaccination contre le Covid-19. Le Mexique acceptera les demandeurs d'asile des pays hispanophones, a rapporté le Washington Post.

Les États-Unis viseront à régler les demandes des migrants dans les 180 jours, craignant qu'ils ne croupissent au Mexique. Le ministère américain de la Justice affecte 22 juges de l'immigration pour travailler spécifiquement sur ces cas.

Les partisans du système ont affirmé qu'il contribuerait à réduire le flux de migrants aux États-Unis, mais les partisans ont fait valoir qu'il y a peu de preuves que cela se produise et soulignent la situation humanitaire souvent désastreuse que le programme a exacerbée à la frontière.

Les personnes expulsées par les États-Unis se retrouvent souvent dans des camps de tentes tentaculaires ou dans des logements insalubres dans des endroits tels que Tijuana et Reynosa qui manquent souvent de nourriture et de commodités de base pour les demandeurs d'asile.

Selon Human Rights First, un groupe américain de défense des droits humains, il y a eu plus de 1 500 cas d'enlèvements et d'attaques contre des migrants soumis au système, connus sous le nom de Migrant Protection Protocols (MPP), et des milliers d'autres dans le cadre d'une autre politique Trump connue sous le nom de Title. 42 qui utilise des préoccupations de santé publique pour éjecter les demandeurs d'asile.

« Le président Biden et son administration doivent cesser de mettre en œuvre les politiques de Trump qui mettent en danger la vie et la sécurité des personnes cherchant refuge aux États-Unis », a déclaré Eleanor Acer, directrice principale de la protection des réfugiés chez Human Rights First.

Rester au Mexique et les autres politiques qui bafouent les lois et les traités sur l'asile sont inhumaines et injustes. Chaque jour, ils sont en place, ils livrent des personnes en quête de protection dans des endroits où elles sont la cible d'attaques brutales et d'enlèvements perpétrés par des cartels meurtriers et des officiers mexicains corrompus.

L'administration Biden a également été vivement critiquée par les défenseurs des réfugiés pour le nombre croissant d'immigrants détenus dans des établissements privés. Biden avait promis de mettre fin aux prisons privées à but lucratif, mais a exempté l'agence de l'immigration et des douanes (Ice) de cet effort et le nombre d'immigrants en détention a presque doublé pour atteindre 29 000 depuis son entrée en fonction.

« Franchement, c'est exaspérant », a déclaré Setareh Ghandehari, directeur du plaidoyer pour Detention Watch

Network, au Washington Post . « C’est incroyablement décevant. On s’attendait vraiment à mieux. »

***On notera que si les USA sont une fédération, les Etats ont des pouvoirs notables bien supérieurs à ceux des pays européens dans l’UE et une Cour Suprême, qui est autre chose que la Cour de justice de l’Union européenne !***

***Complément :*** *CBP (Douanes et police des frontières) : les migrants des régions en proie au terrorisme traversent la frontière sud.*
*En particulier venant de pays islamiques, cela s’entend, bien sûr en plus des narcos !*